

L'Etat moralisateur

Type de contenu : Texte

Type de médiation : sans médiation

Titre(s) : L'Etat moralisateur : regard interdisciplinaire sur les liens contemporains entre la morale et l'action publique

Autre(s) responsabilité(s) : Groulier, Cédric (Éditeur scientifique)
Chevallier, Jacques (1943-....) juriste (Postfacier)
Laboratoire de recherche sur la gouvernance publique, territoire et communication Créteil - Éditeur scientifique

Editeur, producteur : [Paris] : Mare & Martin, cop. 2014

Description matérielle : 1 vol. (250 p.) : couv. ill. en coul. ; 21 cm

Collection : Droit & science politique

ISBN : 978-2-84934-159-9

EAN : 9782849341599

Appartient à la collection : Droit & science politique 1962-1175 2014

Titre de couverture : [L'État moralisateur. regard interdisciplinaire sur les liens contemporains entre la morale et l'action publique.]

Classification décimale Dewey : 172 23
320.601 23

Note(s) : Textes issus du colloque organisé par le Largotec à Créteil, du 21 janvier au 1er février 2013. - Largotec = Laboratoire de recherche sur la gouvernance publique, territoire et communication. - Notes bibliogr.

Résumé ou extrait : Moraliser constituerait-il le nouveau credo des responsables politiques ? Qu'ils prétendent humaniser le monde de la finance ou décrètent un «choc de moralisation» de la vie publique, ils professent aujourd'hui volontiers la vertu. L'idée du bien et du mal constitue du reste le ressort de nombreuses politiques de prévention qui cherchent à favoriser les bonnes habitudes alimentaires, les bons gestes, les bonnes pratiques, etc et stigmatisent les conduites à risques. Certes, la morale a pu de tout temps inspirer l'action publique, mais le phénomène a pris un relief significatif ces dernières années, au point qu'émerge une figure d'Etat moralisateur. Qu'elle se manifeste ouvertement ou de manière plus souterraine, cette moralisation emprunte des vecteurs variés, allant de la contrainte juridique directe à des

formes de normativité plus douces, reposant sur l'intériorisation individuelle des valeurs promues : recommandations, codes de bonne conduite, chartes d'éthique, etc. Ce phénomène conduit inévitablement à s'interroger sur les raisons qui portent l'Etat à jouer ce rôle de «donneur de leçons». [4e de couv.]

Sujet(s) : Droit Philosophie Actes de congrès
Transparence politique France Actes de congrès
Morale politique France Actes de congrès

Sujet - Nom commun : Morale politique -- 1990-2020
Politique publique -- Aspect moral -- 1990-2020
Norme (morale) -- 1990-2020

Forme, genre ou caractéristiques physiques : Actes de congrès